

Pascal Broulis veut une quatrième législature. Le libéral-radical s'installera dans le rôle du doyen

Grand argentier, mais pas seulement

« JÉRÔME CACHIN



«Grands» candidats (1/8) » Ce n'est pas parce que le Gouvernement vaudois dit faire un travail d'équipe qu'aucune tête ne dépasse. Ni que le palmarès électoral, tous les cinq ans, ne doit pas compter. Quinze années après son entrée au Conseil d'Etat, Pascal Broulis se trouve une fois de plus confronté à cette réalité démocratique.

Quinze ans au gouvernement, quinze ans à serrer les cordons de la bourse. Ceux qui en ont assez de lui espèrent tout au plus qu'il finisse troisième, derrière Pierre-Yves Maillard et une autre ministre sortante. Histoire de dire à Pascal Broulis que sa quatrième législature pourrait être celle de trop. Cette relégation au troisième rang serait dans une suite logique: premier lors de sa première réélection en 2007, mais deuxième derrière le leader socialiste en 2012, au terme de la législature du président Broulis. S'il était troisième en 2017, ce qu'il a appelé la "méthode bicéphale" (lui et Maillard ficelant les grands dossiers), aurait du plomb dans l'aile. Qu'importe. Maintenant qu'Anne-Catherine Lyon, entrée au Conseil d'Etat comme lui en 2002, doit partir, c'est sûr: le doyen c'est lui.

La cote de Pascal Broulis résiste aux affres de la longévité

La cote de Pascal Broulis résiste assez bien aux affres de la longévité. Depuis le 12 février et le oui vaudois à la RIE III fé-

dérale, près d'un an après le plébiscite (87%) au volet vaudois de cette réforme fiscale, Pascal Broulis se gargarise de ces deux oui. Il en fait la preuve de la pertinence de l'anticipation des Vaudois, prêts à appliquer une réforme fédérale avant même son aboutissement. Le grand ouvrage politique de la législature finissante, c'est de lui qu'il vient, avec l'appui de la gauche majoritaire. Lui au moins, il s'est battu pour les deux projets. Leader de la droite, surtout sur le domaine de la fiscalité, sa démarche apparaît – pour le coup – comme plus cohérente que celle de son partenaire socialiste.

Pascal Broulis aurait donc eu raison sur toute la ligne. Reste que le peuple suisse n'a pas écouté cette bonne parole. Quand on lui demande s'il n'est pas un peu responsable de cet échec, parce qu'il défendait la si critiquée «déduction des intérêts notionnels», il nie avoir été l'avocat de cet outil fiscal qui permettrait aux sociétés de déduire des charges fictives. Et comme si cela ne suffisait pas, il ajoute un soupçon d'expertocratie, quand il lance sur les ondes de La Première: «Le peuple, les intérêts notionnels, il ne sait même pas ce que c'est.» Pour le pédagogue qu'il se targue d'être, c'est bien dommage...

Ministre du rayonnement

Peu importe, il n'y a «quasi» plus de dette cantonale, comme il le dit. Il en est fier, de ce résultat. Tant pis si ça doit embêter son camp politique, qui veut voir dans la légère remontée de la dette le début d'une grave dérive financière. Mais ça ne colle pas. Pascal Broulis ne peut pas à la fois incarner la santé financière et le contraire. Les finances qui vont bien, c'est devenu une rengaine depuis dix ans. Il lui fallait autre chose que la froideur des chiffres.

Grâce au jeu des équilibres gauche-droite, il l'a eu. Il y a bientôt cinq ans, le désormais ex-président obtenait en effet de la nouvelle majorité de gauche le main-

LA LIBERTÉ

rien des affaires extérieures dans son giron. Il conservait ainsi ce qui devrait normalement revenir à un président: Pierre-Yves Maillard préférerait les affaires intérieures au rayonnement du canton. Pascal Broulis restait un peu président, en plus d'être grand argentier. Et il devenait aussi chargé des grands projets, ceux où le financement privé s'impose. Il n'y a pas que le «cluster» du sport ou la recherche contre le cancer avec le centre Agora, il y a aussi la corresponsabilité de Plateforme10 (le pôle muséal).

Tout cela en fait le ministre du rayonnement, et un peu le ministre de la culture, aussi. S'y ajoute un supplément d'âme historique, parce qu'il redevenait aussi en charge de la conservation du patrimoine, comme lors de sa première législature, celle des chiffres rouges. Ah, le patrimoine, la profondeur historique... Voilà qui vous pose un ministre. Sauf que les défenseurs du patrimoine retiennent surtout de lui la mise en vente d'une vingtaine de cures bâties entre le 16^e et le 18^e siècle, dont l'Eglise réformée n'a plus besoin. Car la doctrine de l'Etat propriétaire, elle aussi portée par Pascal Broulis, c'est de se séparer du superflu. Chassez le naturel, il revient au galop. »

BIO EXPRESS

1965

Naissance, le 3 avril.

Situation

Marié, un enfant.

1990

Elu député.

2002

Elu conseiller d'Etat, réélu en 2007 et 2012.

2007-2012

Préside le gouvernement cantonal pour la législature, inaugurant la fonction.



Pascal Broulis a su rester un peu président en gardant les affaires extérieures dans son giron. Keystone